
Table ronde publique

En marge du 7^{ème} Forum international sur la Paix et la Sécurité en Afrique



Forum International de Dakar
sur la Paix et la Sécurité en Afrique
Dakar International Forum
on Peace and Security in Africa

« Population et prévention de l'extrémisme violent : vers une nouvelle dynamique du mandat des Forces de Défense et de Sécurité ? »

Mardi 7 décembre 2021 de 13h00-14h45

Centre International de Conférence Abdou Diouf (CICAD)
Diamniadio, Dakar

SYNTHÈSE

Le Centre des Hautes Etudes de Défense et de Sécurité (CHEDS) du Sénégal et la Division Paix et droits de l'homme (DPDH) du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE) de Suisse, partenaires de longue date, ont organisé une des trois tables rondes prévues en marge du Forum de Dakar 2021 sur la Paix et la Sécurité en Afrique.

Plus d'une centaine de personnes interpellées par la **nécessité de renforcer les relations positives entre les populations et les forces de défense et de sécurité (FDS) à travers l'instrument de la prévention de l'extrémisme violent (PEV)** y ont pris part. Sous la présidence du Directeur général du CHEDS, le **Général de brigade Mbaye Cissé**, accompagné par **l'ambassadeur de Suisse, M. Andrea Semadeni**, les orateurs ont répondu à la question: « *Comment les FDS, acteurs directs de la sécurité, peuvent-elles renforcer leur rôle « d'artisans de paix » ?* » (Gén. Cissé).

Dans leurs propos introductifs, le Général Cissé et l'Ambassadeur Semadeni ont souligné **combien la portée du mandat des FDS, la connaissance que les FDS et la population en ont et la manière dont il est appliqué étaient primordiales pour une relation apaisée entre communautés et FDS**. Ces dernières ne peuvent, par une réponse uniquement sécuritaire, juguler la violence extrême, puisqu'il s'agit de contribuer à la **sécurité « humaine** des femmes et des hommes dont elles ont la charge. **La table ronde a appelé à une réflexion de fond sur le sens même de ce mandat**. Les FDS sont déterminantes pour permettre une vie sociale dynamique qui réponde aux urgences de

toutes et de tous et **créer ces alliances de paix** dont les Etats et les populations ont tant besoin : elles doivent donc être formées en conséquence. Leur mandat devrait évoluer pour en faire l'élément central de la sécurité humaine des populations, en recourant au **dialogue comme instrument fondamental de gestion de la chose publique**. Il s'agit, au fond de « *donner ou redonner une place à chacun - y compris, pourquoi pas, à ceux qui sont passés de l'autre côté, mais qui n'en demeurent pas moins des citoyens de notre monde et qui nous interrogent sur ce monde* » (Amb. Semadeni).

Pour le **Général Amèyi Célestin Guidimey** (Vice-président du Comité Présidentiel de Contrôle des Missions de Sécurisation du Territoire National), du **Bénin**, il est important que les **pays côtiers du Golfe de Guinée tirent profit des leçons de la situation au Sahel ; ils ne doivent pas minimiser leurs fragilités internes**, dues en partie aux abus des Etats et de leurs représentants, aux incidents entre agriculteurs et éleveurs, aux conflits fonciers et aux violences électorales. L'Etat du Bénin, conscient des limites du tout sécuritaire et de la nécessité de traiter les causes de l'EV et non seulement ses symptômes, a pris, depuis 2012, un certain nombre de mesures. Parmi celles-ci : la création de l'Agence Béninoise de Gestion Intégrée des Frontières (ABéGIEF) en 2012, de la Police républicaine en 2018, du Comité de haut niveau chargé de la PEV et de la lutte contre l'insécurité aux frontières en 2019, du Comité présidentiel d'inspection externe des FDS ainsi que de la Garde Nationale en 2020. Le Général Guidimey voit **dix mesures à prendre pour renforcer le rôle des FDS dans la PEV** : i. inclure clairement la PEV et les menaces nouvelles dans les attributions des FDS, ii. intégrer la PEV dans les curricula de formation des FDS, iii. améliorer le maillage territorial pour renforcer la proximité des FDS avec les populations, iv. adopter de nouveaux modes d'actions des FDS, trop statocentrées, avec les communautés ; v. créer des points focaux PEV opérationnels dans chaque unité, vi. revoir la forme et la philosophie des actions civilo-militaires, qui doivent être plus nombreuses et régulières, vii. former les FDS pour la coproduction de la sécurité avec les élus, la population et en particulier les jeunes de leur territoire d'attache, viii. éradiquer au sein des FDS les abus contre les populations, ix. lutter contre les abus des personnels pénitentiaires, x. doter suffisamment les services de surveillance des FDS en indépendance et en moyens. En conclusion, le Général Guidimey précisa : « *Les FDS ont un rôle de premier plan à jouer dans la PEV en raison du fait qu'elles sont au quotidien en contact avec les populations ; elles sont ainsi à même d'identifier les causes et les signaux faibles au niveau local, d'agir ou de proposer des solutions adaptées. A cette fin, il faudra les restructurer, les missionner et les former sur la PEV* ».

Pour le **Colonel Major Mahamadou Magagi** (Directeur du Centre National d'Etudes Stratégiques et de Sécurité CNESS), du **Niger**, la PEV est incontournable pour la sécurité et la stabilité de nos pays et la paix sociale de leurs populations. Les FDS ont certes longtemps contribué à la PEV sans la nommer et sans le dire, par les actions civilo-militaires, l'appui aux opérations humanitaires, les actions de recherche et de sauvetage et la participation aux actions de développement, autant d'actes qui concourent à réduire la vulnérabilité des populations. Elles sont même, dans certains cas, et surtout dans les zones éloignées des centres de décision, les seuls services publics déployés auprès des populations. Malgré cela, dans l'esprit de la plupart des citoyens et même de certains décideurs, les FDS sont perçues uniquement comme des forces de répression et d'intervention. **Reconnaître un rôle aux FDS dans la PEV implique donc des changements non négligeables en termes de doctrine, de formation, d'équipement et de déploiement. Des équipes militaires spéciales, locales et régionales, devraient être formées** à cette fin et appuyées par **un bureau PEV au sein des états-majors**. Cela nécessitera une coordination exemplaire de tous les services chargés de la PEV. Mais c'est à ces conditions que le retour de la confiance mutuelle et qu'une action de PEV pourra se réaliser. Pour le CM Magagi, « *nous présumons que dans de nombreux cas, la volonté politique ne fera pas défaut pour initier les réformes nécessaires. Mais pour*

*les conduire à leur terme avec succès, il faudra de la vision et du courage politique car les difficultés et les résistances ne manqueront pas tout au long du processus. **D'où la nécessité de confier clairement un rôle de PEV aux FDS dans les politiques publiques de sécurité et dans les stratégies nationales et régionales de PEV** ».*

Il revint ensuite à **Mme Madeleine Memb** (coordinatrice de MediaWomen4Peace), du **Cameroun**, d'apporter une voix féminine, forte de son expérience de terrain auprès des femmes à l'Extrême Nord du Cameroun, victimes des violences des extrémistes violents mais bien souvent aussi des mauvais comportements des FDS. Reprenant l'histoire récente des relations entre la population et les FDS, elle montra combien l'emprise de Boko Haram s'explique, en partie, par cette « insécurité humaine » venant d'une mal gouvernance étatique et de la défiance qui en résulte. Mais aujourd'hui, la relative accalmie retrouvée ouvre d'autres perspectives pour la restauration d'un environnement mieux sécurisé, qui nécessite de rebâtir sur des bases plus consensuelles. Il y a donc, pour l'oratrice, urgence d'améliorer l'image des FDS. A cet effet, **communication et dialogue devraient servir d'instruments de réhabilitation pour « la grande muette »**. L'utilisation des réseaux sociaux et des relais communautaires pour la rapprocher des gens et pour permettre à ceux-ci de s'exprimer ouvertement sur leurs préoccupations est une nécessité. Elle lui facilitera une meilleure compréhension de l'environnement dans lequel elle agit, lui permettra de s'exprimer sur son rôle et sur le bienfait des actions civilo-militaires dont elle est responsable et pour trouver des alliés qui lui permettront de mieux assurer sa tâche de sécurité. En conclusion pour Mme Memb, *« L'esprit de défense devrait poser la question de la représentativité des armées comme modèle des valeurs de la République et de l'engagement collectif. **Cet esprit devrait faire prévaloir des formes du vivre ensemble et du s'engager ensemble de la communauté nationale** »*.

Enfin, le **Colonel Major Ousmane Traoré** (directeur du Développement institutionnel et de l'innovation du Ministère de la Défense Nationale et des Anciens Combattants), du **Burkina Faso**, montra les limites des interventions des FDS dans la lutte contre l'EV, l'urgence de l'implication des toutes les composantes de la société dans cet effort et insista sur l'importance de la relation de confiance qui doit souder populations et FDS. Pour ce faire, **les FDS doivent accepter de subir une mutation profonde** en accroissant les actions civilo-militaires, de se professionnaliser pour éviter des abus trop fréquents, de **se tourner résolument vers la PEV**, de respecter la notion de genre, et de **provoquer, partout où cela est possible, un dialogue ouvert et « humble » avec tous ceux, civils et militaires, qui sont engagés, comme elles, dans la sécurisation de la population**. Le renforcement des cadres de dialogue entre populations et FDS, en particulier dans les zones de conflits, est essentiel. A cette fin, il est nécessaire que le lien armée-nation devienne une priorité nationale et soit fortement soutenu par une volonté politique claire pour former un nexus gouvernement-FDS-population solide. L'orateur conclut en soulignant que *« **Le dialogue s'impose dans toute cette dynamique comme un outil essentiel et transversal durant tout le processus. Il appelle à ce que les acteurs de la communication soient transformés dans leur être, en toute liberté. Il nécessite une écoute active, une humilité sincère et le respect mutuel ; il prend en compte tous les acteurs ou groupes d'acteurs concernés et il s'adapte à leurs préoccupations** »*.

Le débat qui suivit montra **l'urgence** de prendre en mains la question de la place de la PEV au sein des FDS. Formation adéquate, création d'unités spéciales, transformation de la notion armée-nation, dialogues ouverts avec la société civile et la population, fin de l'impunité, furent proposés par les participants. La table ronde s'acheva par **un vibrant plaidoyer du Directeur général du CHEDS pour que les FDS s'insèrent dans une attitude profondément républicaine et pour qu'une suite active soit donnée aux Conversations régionales pour la PEV lancées par la Suisse**.

Programme 7.12.2021

13h00 – 13h15	Accueil et installation
13h15 – 13h25	Mots de bienvenue <ul style="list-style-type: none"> • Général de brigade Mbaye CISSE, Directeur Général du Centre des Hautes Etudes de Défense et de Sécurité (CHEDS), Sénégal (Modérateur du panel) • S.E. M. Andrea SEMADENI, Ambassadeur de Suisse au Sénégal
13h25 – 14h10	Panel <ul style="list-style-type: none"> • Général Améyi Célestin GUIDIMEY, Expert Consultant Sécurité ; Vice-président du Comité Présidentiel de Contrôle des Missions de Sécurisation du Territoire National, Bénin • Colonel Major Mahamadou Seidou MAGAGI, Directeur du Centre National d'Etudes Stratégiques et de Sécurité (CNESS), Niger • Madeleine MEMB, Coordinatrice, MediaWomen4Peace, Cameroun • Colonel Major Ousmane TRAORE, Directeur du développement institutionnel et de l'innovation du Ministère de la défense nationale et des anciens combattants, Burkina Faso
14h10 – 14h35	Echanges / débats
14h35 – 14h45	Mots de clôture du Modérateur



